

Zeitschrift: La Croix-Rouge suisse
Herausgeber: La Croix-Rouge suisse
Band: 81 (1972)
Heft: 8

Artikel: Bangla Desh, an 1
Autor: M.S.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-549284>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

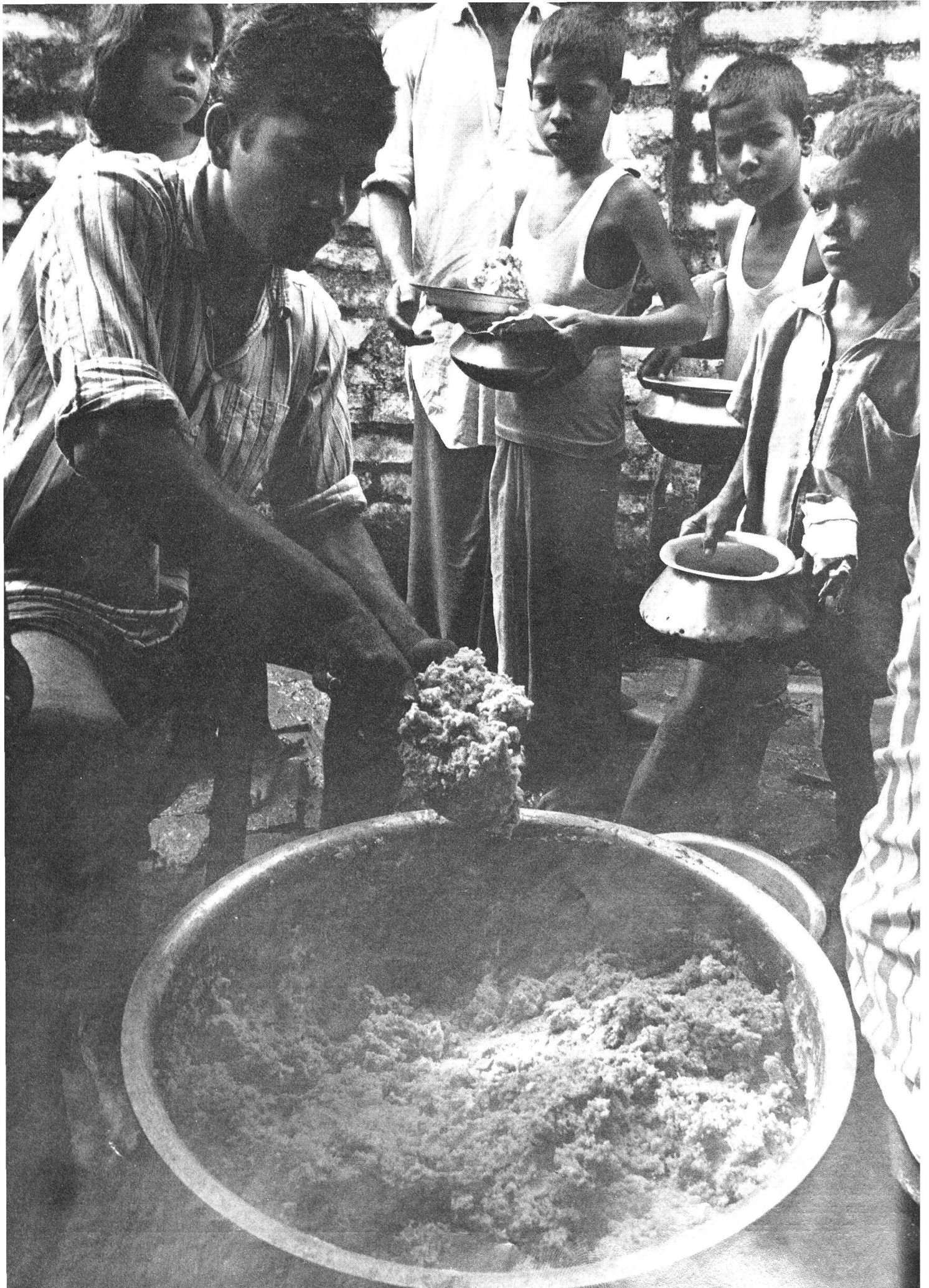
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Bangla Desh, an 1

Une distribution de CSM (Céréales-Soya-Lait) dans le camp pour Biharis «New Colony» qui abrite 14 000 personnes.

Photo J. Mohr

«Surinformés au moment même du drame, sous-informés pendant les mois et les années durant lesquels se poursuit un travail patient mais sans éclat, l'opinion publique est parfois injuste vis-à-vis de ceux qui assument la réalisation de ses propres vœux et dont l'activité est nécessairement administrative. Or chacun sait que l'administration est mauvaise conductrice de sensibilité ou de sentimentalisation.»

Ces réflexions publiées par Roger Nordmann en avril 1972, peu de mois avant sa mort, n'illustrent-elles pas parfaitement le manque d'intérêt actuel pour ce qui se passe maintenant au Bangla Desh et qui contraste d'une manière frappante avec les réactions passionnelles soulevées par la crise? Que devient le Bangla Desh et que fait-on aujourd'hui pour ce pays? L'article qui suit essaie d'en donner un aperçu.

Le plus jeune Etat du monde, le Bangla Desh, fête son premier anniversaire. Né de la victoire sur le Pakistan occidental en décembre 1971, il fait ses premiers pas sur le chemin de l'indépendance, quoique sans être encore à même de lâcher la main des «Grands» qui rivalisent pour lui offrir leur soutien.

Relations internationales

Depuis sa naissance, une paix encore fragile semble se rétablir dans le sous-continent asiatique. Les anciens antagonistes, l'Inde et le Pakistan, ont signé un accord au début juillet 1972, à l'issue de la conférence de Simla. En se serrant la main malgré un différend qui durait depuis un quart de siècle, Mme Ghandi et M. Ali Bhutto ont ouvert la voie au dialogue. Même s'il ne résoud pas d'un seul coup un contentieux extrêmement lourd, ce geste historique laisse néanmoins espérer que désormais la diplomatie l'emportera sur le recours à la force. Cependant des questions essentielles, comme le statut du Cachemire ou le sort des 90 000 prisonniers de guerre pakistanais en Inde, doivent encore être réglées.

En ce qui concerne les prisonniers, Dacca a aussi son mot à dire. Cheik Mujibur Rahman, non content de refuser d'entrer en matière aussi longtemps que le Pakistan n'aura pas reconnu le Bangla Desh, menace de juger comme criminels de guerre 1500 militaires pakistanais dans un procès qui serait un «Nüremberg asiatique». On se trouve dans une impasse: M. Ali Bhutto n'accepte pas pour le moment de reconnaître le Bangla Desh et il a de surcroît trouvé un appui auprès de la Chine: celle-ci, en faisant usage le 25 août 1972 de son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU, a fermé «sine die» les portes des Nations Unies à un pays de 75 millions d'habitants, alors que des Etats comptant 100 000 âmes y sont représentés et que, d'autre part, 91 pays – dont la Suisse – ont déjà reconnu diplomatiquement le Bangla Desh.

Politique intérieure

On le voit, la politique extérieure du Bangla Desh est encore loin d'être réglée au mieux. Sur le plan interne d'ailleurs, la situation n'est pas non plus exempte de paradoxes. Ainsi le premier ministre, Mujibur Rahman, ancien leader d'une ligue Awami dont la tendance serait plutôt libérale, a été obligé d'adopter une politique socialiste (le «mujibisme»), tant sous la pression populaire que sous l'influence, entre autres, de l'Inde et de l'URSS. Mais cette attitude se heurte également à une opposition qui réclame un gouvernement de coalition et qui proteste contre l'augmentation du coût de la vie, la pénurie de produits alimentaires et la corruption parmi les fonctionnaires. En juin dernier, des troubles auraient fait au moins 26 morts lors d'affrontements entre la police et des partisans de la Ligue Awami

dans la ville de Khulna, située à 145 km au sud-ouest de Dacca.

Situation économique

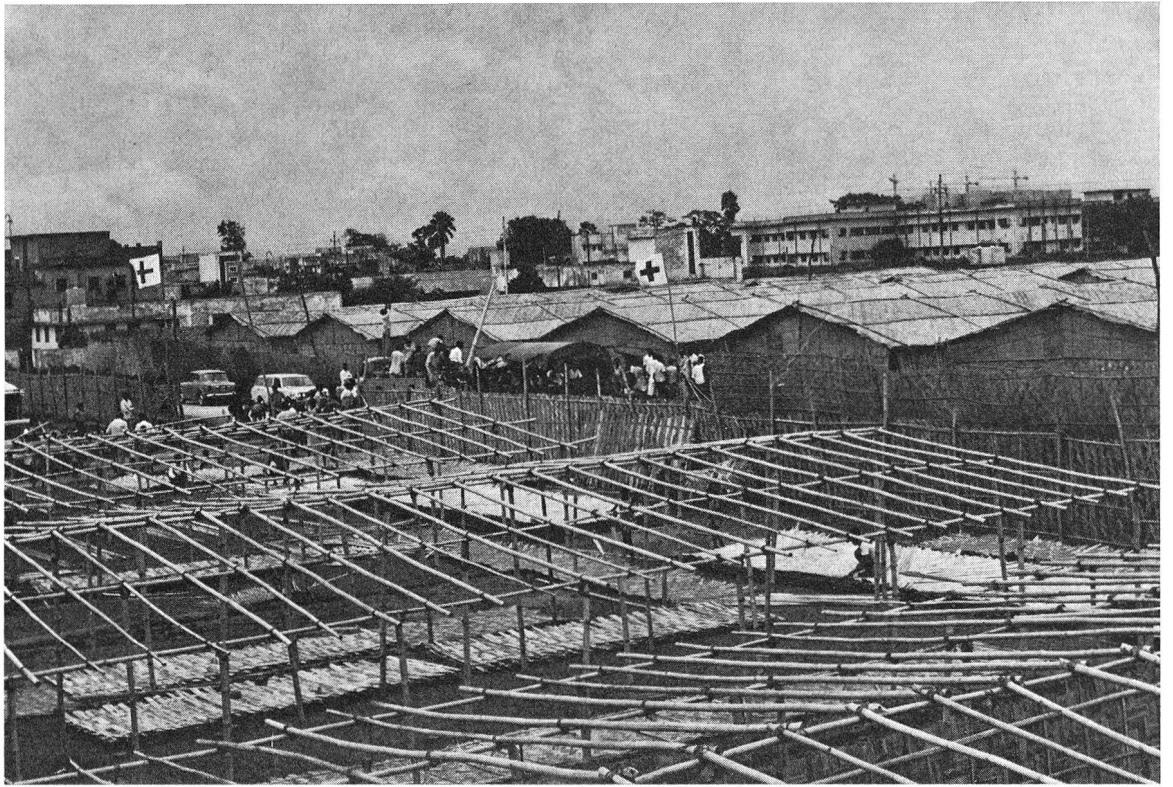
De fait, la situation économique du pays est encore précaire, et rien d'étonnant à cela dans une région successivement ravagée par les inondations et par la guerre. Que des abus aient été commis ici et là, c'est indéniable, et que certains profiteurs de guerre aient su exploiter le désordre pour réaliser de fructueuses affaires, nul ne saurait en douter. Les Indiens eux-mêmes, les «libérateurs», ont passé avec le Bangla Desh un traité commercial qui est sévèrement critiqué par l'opinion publique. Les prix montent alors que la qualité des marchandises baisse. La contrebande du jute et du riz porte préjudice au commerce extérieur et aggrave la pénurie de céréales.

Dans les premiers temps qui ont suivi la guerre, la famine a cruellement sévi. Des témoins racontaient alors: «Quarante à cinquante personnes meurent de faim chaque jour, dont une dizaine d'enfants... Les gens grattent le sol à la recherche d'herbes comestibles.»

Au début de juillet et pour tout empirer, des inondations ont ravagé plusieurs districts au nord et au sud-est de Dacca. Bilan de ces catastrophes: à nouveau des morts par dizaines, des milliers de maisons détruites.

Et pourtant l'économie renaît lentement au Bangla Desh. Suivant sa ligne socialiste, le Gouvernement a nationalisé les banques, les compagnies d'assurances et de navigation, le commerce du sucre et du jute. Cette industrie a fait un rétablissement spectaculaire et, petit à petit, les usines et les filatures se remettent à fonctionner. Le commerce reprend. Dans le domaine agricole, le riz a pu être semé à temps, et de grands efforts sont actuellement entrepris pour introduire dans le nord du pays des méthodes de culture plus modernes et une nouvelle variété de cette céréale, ce qui permettrait de doubler la récolte. Et bien que de nombreux ponts restent à reconstruire ou à réparer, les voies de communications se sont suffisamment améliorées pour assurer les besoins économiques essentiels. Les deux grands ports, Chittagong et Chalna, ont été rouverts après que l'Inde et l'URSS les eurent débarrassés des mines et des épaves qui en entravaient l'accès.

On va donc de l'avant, mais que d'ombres encore au tableau! Si la famine à proprement parler a été enrayerée, l'ensemble de la population n'en souffre pas moins de sous-nutrition: on ne fait qu'un repas par jour ou



Les maisons en construction du nouveau camp pour Biharis de Mohamedpur.

Photo I. Campbell

tous les deux jours. On a reconstruit des milliers de logements, mais combien de familles sont-elles encore «abritées» tant bien que mal dans des camps, n'ayant rien retrouvé en revenant de l'émigration ?

Problème Bihari

La détresse générale est encore grande, mais que dire des Biharis ? Autrefois classe aisée déjà sous le régime britannique, fière de sa culture et parlant une autre langue, le «urdu», cette minorité musulmane non bengalie a eu le tort – historiquement parlant – de soutenir le régime de Yahya Khan. Certains d'entre eux ont même combattu avec les troupes du Pakistan occidental. Après la défaite de ce dernier, la réaction des Bengalis ne s'est pas fait attendre. La revanche contre les «collaborateurs» a été sanglante et atroce : des milliers et des milliers de Biharis massacrés, de femmes enlevées et violées... Parqués comme des bêtes dans des camps ressemblant à des cloaques, leurs biens confisqués, les quelque 700 000 (sur les 2 à 3 millions) d'entre eux qui avaient réussi à sauver leur peau étaient en proie à la famine et aux épidémies et à la merci de toutes les persécutions. Leur sort était bien pire que celui des réfugiés bengalis en Inde, pour lesquels l'opinion suisse et mondiale s'était si fortement émue.

Action du CICR et de la Ligue

Seul espoir pour ces déshérités, les organisations internationales et les institutions d'entraide qui sont nombreuses à agir au Bangla

Desh, bien que leur intervention humanitaire soit souvent mal vue par maints dirigeants et par la population bengalie qui n'a pas encore pardonné. Pourtant, grâce à l'appui de Mujibur Rahman, l'UNROD (United Nations Relief Operation for the Dacca Area), l'organisation de secours sur place des Nations Unies, a réussi à faire soumettre à nouveau au CICR le contrôle de l'assistance que la Croix-Rouge du Bangla Desh apporte aux Biharis. L'UNROD a également obtenu des autorités de pouvoir disposer plus facilement du minimum de vivres indispensables à leur survie : chaque mois, 5000 tonnes de blé pour la région Chittagong-Dacca. Si peu que ce soit, les conditions d'approvisionnement et de logement dans les camps se sont du moins améliorées. Sans relâche, le CICR les visite régulièrement, surveille les conditions de vie, travaille à l'aménagement d'installations plus salubres. Et récemment, il a été à même de communiquer que «la situation alimentaire des communautés non bengalies peut être qualifiée de normale, compte tenu des conditions de vie régnant dans le pays.»

Agissant également sur le plan sanitaire, le CICR s'efforce de développer l'assistance médicale : il crée des maternités, améliore les dispensaires, engage des médecins et des étudiants en médecine non bengalis vivant dans ces colonies et les fait travailler avec le personnel bengali.

Le CICR voudrait pouvoir «transférer la responsabilité du sort de ces populations aux institutions bengalies et... amorcer aussi un processus de réintégration». L'opinion publique bengalie ne semble pourtant pas

prête à accepter cela et comme le Pakistan de son côté refuse de les accueillir, le problème tant politique qu'humain du sort des Biharis demeure crucial.

Si le CICR joue pour les Biharis son rôle traditionnel envers les prisonniers et les minorités, la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, tout en collaborant avec lui, poursuit pour sa part son opération de secours en faveur de l'ensemble du Bangla Desh, aidée en cela par la jeune Société nationale de Croix-Rouge. Il serait impossible d'entrer dans les détails et de décrire ici tous les progrès réalisés pour chaque point du programme. 25 délégués – dont 3 Suisses – mis à disposition par 13 Sociétés nationales, y consacrent tous leurs soins.

En ce qui concerne le programme alimentaire d'appoint qu'on prévoit de continuer jusqu'aux premières récoltes, c'est-à-dire la fin de l'année, on comptait entre autres au mois d'août 1200 centres de distribution de lait et aliments riches en protéines à 1 200 000 enfants, femmes enceintes, mères allaitantes, malades et vieillards.

Le problème du transport des secours a été résolu de manière assez satisfaisante. La Croix-Rouge du Bangla Desh dispose de plus de 300 camions et véhicules et de canots à moteur. Deux hélicoptères suédois et un avion DC 6 de Balair demeurent en service ainsi qu'un important réseau de communications radio.

Dans le domaine des soins médicaux, on a reconstruit ou inauguré des hôpitaux de campagne et des dispensaires fixes ou mobiles. Les médicaments, triés, réemballés et stockés dans un nouvel entrepôt de la



Un hélicoptère de la Croix-Rouge suédoise se pose dans le village de Tongipara – village où vit le père de Mujibur Rahman – où les délégués de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge ont transporté des secours d'urgence, ainsi que des médicaments.

Photo I. Campbell

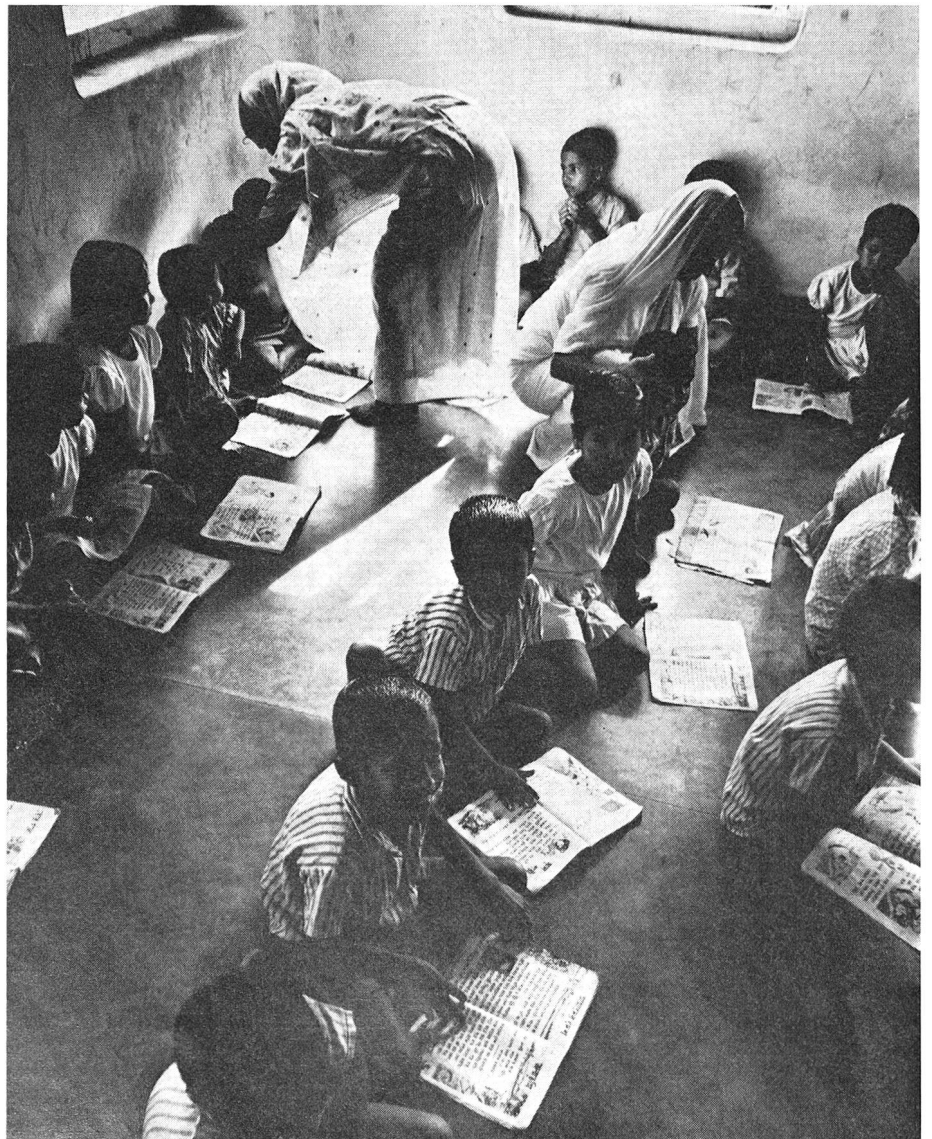
Une classe de l'Orphelinat de Dacca où la Croix-Rouge du Bangla Desh prend soin de 90 personnes.

Photo J. Mohr

Croix-Rouge du Bangla Desh à Dacca, sont disponibles en quantités suffisantes, à quelques exceptions près.

Le projet concernant le centre de rééducation pour les anciens combattants est en cours de réalisation. On vise à donner aux mutilés de guerre (il y en aurait 15 à 20 000) une formation professionnelle – dactylographie, coupe, impression sur tissus – pour les réintégrer dans la vie économique.

Autre point d'importance vitale de cette opération de secours, le programme de préparation en vue de cyclones, qui reçoit un appui considérable du Gouvernement et de nombreuses institutions d'entraide. Etant donné la densité de la population côtière qu'il n'est pas possible d'évacuer rapidement et vu la fréquence et la rapidité de ces tempêtes et de ces raz de marée meurtriers qui ravagent une région très basse et facilement inondée, il était urgent de remettre au point un système d'alerte et de protection efficace. Un réseau de radar surveille l'évolution météorologique et l'on a formé des équipes de volontaires chargés de diffuser les signaux d'alarme. L'on a entreposé dans des abris des réserves de vivres et autres secours. En outre, pour donner à la population la possibilité de se réfugier au-dessus du niveau des eaux, on a construit de véritables collines artificielles pouvant accueillir jusqu'à 1500 personnes et où sont préparés des vivres, de l'eau et du kérosène pour 6 jours. 1000 ouvriers mettent 2 semaines à édifier chacune de ces collines (on en prévoit en tout 1500) et leur salaire leur est payé sous forme de céréales tirées des stocks gouvernementaux.





Contribution de la Croix-Rouge suisse

Tout en soutenant les activités de la Ligue, la Croix-Rouge suisse remplit sa part de ce vaste programme d'aide internationale, grâce aux fonds récoltés lors de la collecte commune: «Sauvez les enfants du Bengale – opération Bangla Desh».

En juin dernier, elle a signé avec la Croix-Rouge du Bangla Desh un contrat concernant le «Holy Family Hospital» de Dacca. Cet établissement hospitalier fondé par des religieuses américaines avait été transmis à la Croix-Rouge du Pakistan en octobre 1971 et notre société nationale y avait envoyé une équipe médicale. La Croix-Rouge du Bangla Desh le reprit après la guerre et la Croix-Rouge suisse voudrait maintenant l'aider à en faire un centre d'accueil et de traitement pour les patients pauvres, car la plupart des autres hôpitaux et cliniques privées de Dacca sont très chers et mal équipés.

Ce contrat, qui est entré en vigueur au début juillet 1972, durera probablement jusqu'en juin 1973. Il stipule que sur les 200 lits existants, 30 à 40 sont réservés pour les malades

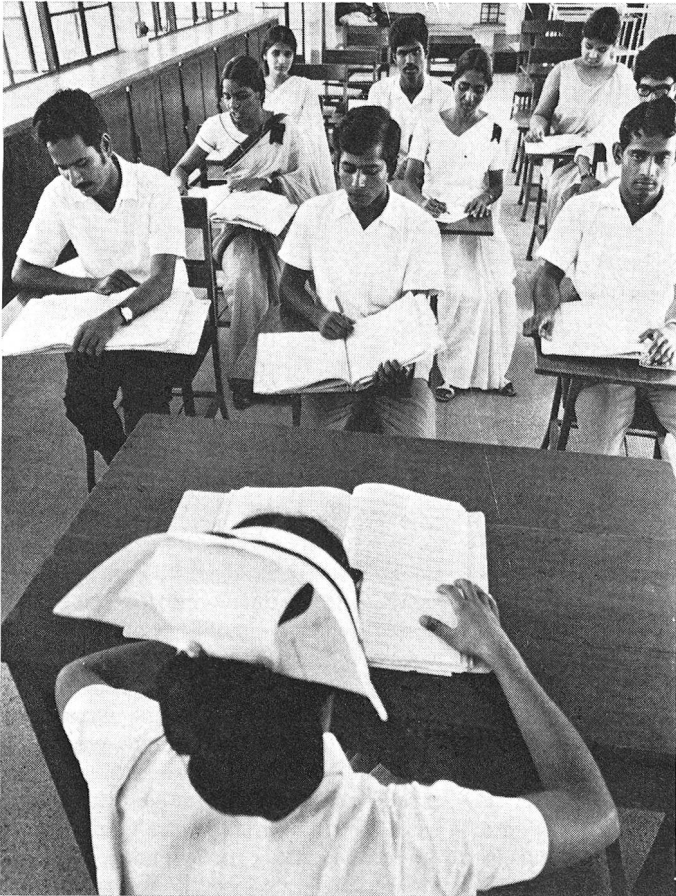
indigents, Biharis y compris, et la Croix-Rouge suisse en assume les frais. Elle met également à disposition une équipe médicale collaborant avec le personnel indigène qu'elle doit préparer à prendre la relève. Cette équipe comprend actuellement 1 chirurgien, 1 anesthésiste, 2 infirmières de salle d'opération et 1 délégué administratif. La Croix-Rouge suisse se charge également de contribuer à la fourniture de médicaments introuvables sur place et d'équipements indispensables et assume les frais de traitement de patients soignés ambulatoirement au dispensaire annexé à l'hôpital. L'on prévoit un budget de Fr. 1 500 000.– par an pour ce programme, auxquels s'ajoutent Fr. 100 000.– destinés à un atelier de fabrication de prothèses devant être construit dans un autre hôpital de Dacca.

Qui donc osait dire qu'une grande partie des fonds recueillis en Suisse étaient placés dans des banques au lieu de parvenir à leurs destinataires? Tous les observateurs s'accordent pour constater le rôle essentiel que l'intense aide étrangère joue dans la reconstruction du pays, et la part de la Suisse n'est pas des moindres. Ce programme d'assistance à longue échéance va encore exiger des

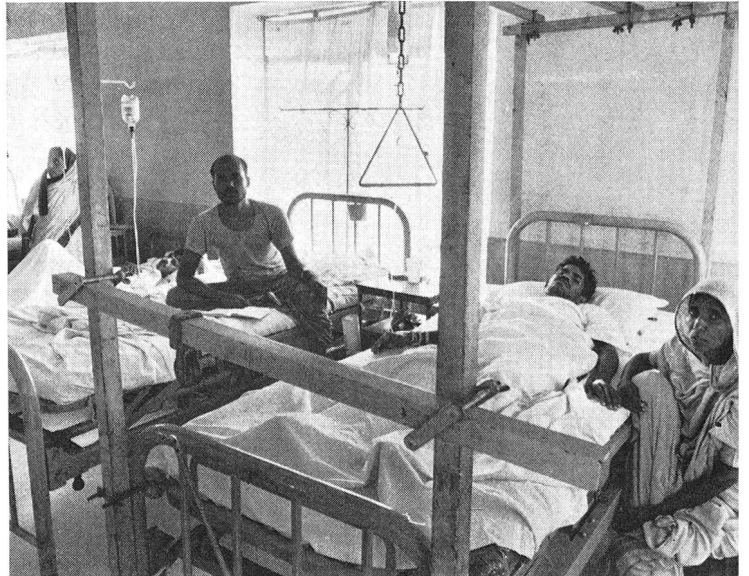
Des collines artificielles sont aménagées dans le cadre du programme de préparation en prévision de catastrophes, afin de servir de refuge à la population et au cheptel, lorsque cyclones et raz de marée les obligent à se réfugier à des endroits émergeant des eaux. Les plates-formes offrent de la place à environ 1500 personnes et à leurs troupeaux.

sommes énormes. D'autre part, il continuera sans doute à se heurter à des difficultés, puisque, malheureusement, l'aide humanitaire est souvent subordonnée à des considérations politiques, quoi qu'on ait. Faut-il pour autant renoncer à répondre aux appels au secours? Un geste d'assistance n'est pas et ne peut ni ne doit être une récompense de vertu. Il faudrait que le public prenne conscience de cette réalité au lieu de réagir sentimentalement. Quels que soient les problèmes et les limites de cette aide, elle n'en reste pas moins une chance de survie pour des milliers d'êtres humains.

M. S.



Photos J. Mohr



A l'Hôpital de la Sainte Famille, à Dacca, 40 patients indigents peuvent bénéficier de soins gratuits grâce à l'aide de la Croix-Rouge suisse.

A Dacca, l'Ecole pour infirmières et infirmiers de la Croix-Rouge du Bangla Desh prépare le personnel soignant de demain.

Depuis l'automne 1971, une équipe médicale de la Croix-Rouge suisse seconde le personnel indigène de ce même hôpital.

